



Promouvoir l'inclusion, investir dans les femmes

Rapport annuel 2023



Dans toutes ses activités,
Counterpart International veille à ce
que les femmes, dans leur diversité,
aient les compétences, les
ressources, le sentiment d'estime de
soi et le pouvoir de décision
nécessaires pour faire leurs propres
choix, exercer leurs droits humains
et influencer le changement
économique, politique et social.

Lettre de la présidente-directrice générale

L'autonomisation des femmes est essentielle au développement humain. Chez Counterpart, nous renforçons notre investissement dans ce domaine. Nous savons que la promotion des femmes est susceptible d'apporter des changements positifs dans le monde. Nous voyons également des exemples flagrants de droits des femmes bafoués ainsi que des cas où leurs voix sont étouffées ou réduites au silence.

Nous défendons les droits des femmes, leur inclusion dans tous les aspects de la vie publique et dans les positions de leadership qui leur reviennent. Nous adoptons cette position aux côtés des communautés au sein desquelles nous travaillons avec nos partenaires pour faire progresser la démocratie, promouvoir la résilience des systèmes alimentaires et former les leaders de la prochaine génération. Au sein de Counterpart, nous avons également travaillé dur pour veiller à ce que les membres de notre propre équipe atteignent leur plein potentiel. Cette année, nous avons révisé notre politique en matière de congés familiaux afin de garantir aux hommes et aux femmes un congé rémunéré lorsqu'ils accueillent un nouveau membre dans leur famille. L'absence de ces options pousse beaucoup de personnes, en particulier des femmes, à quitter le marché du travail.

L'une des caractéristiques de notre travail est l'inclusion délibérée des femmes ; que nous soutenions la société civile au Timor Oriental ou que nous nourrissions des élèves pour une meilleure éducation au Sénégal, les femmes sont en première ligne du changement et elles méritent notre soutien. En investissant dans notre domaine d'activité axé sur l'autonomisation des femmes, nous faisons progresser l'inclusion et l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de notre organisation mondiale.

En 2023, nous avons élargi nos offres de formation professionnelle par le biais de notre programme Les femmes du monde dans le domaine de la gestion (Global Women In Management), accueillant des dizaines de femmes dans son réseau florissant d'anciennes élèves. En outre, nous avons réuni des femmes afghanes pour qu'elles partagent leur expertise et formulent des stratégies en vue de leur intégration dans leur pays d'origine. Au Burundi, les femmes qui ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et de microcrédits ont créé leur propre entreprise, ont mis fin à des relations abusives et font entendre leur voix dans l'espace public et à la maison. En République dominicaine, en formant les agriculteurs et les pêcheurs aux pratiques durables et en incitant les jeunes à participer à des activités d'éducation à l'environnement, notre travail de gestion des écosystèmes marins a contribué à combler le fossé entre les hommes et les femmes. Grâce à des bourses et à la collaboration avec nos partenaires locaux, des femmes vont à l'université, servent de mentors à la prochaine génération et entament des carrières prometteuses.



Ce ne sont là que quelques exemples des histoires que vous trouverez dans ce rapport et qui illustrent les efforts déployés par Counterpart à travers le monde - un travail qui, dès l'entame, se veut inclusif, fondé sur la confiance que nous établissons avec nos partenaires, et soutenu par un personnel diversifié qui est le reflet des personnes que nous desservons.

Dr. Ann Hudock

Présidente et directrice générale
Counterpart International



Où nous

AUTONOMISATION DES FEMMES

- Les femmes du monde dans le domaine de la gestion
- Lutter contre l'apartheid sexiste en Afghanistan

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Guatemala

- Alimentation au service du progrès

Mauritanie

- Partenariat international pour l'aide alimentaire
- McGovern-Dole : L'avenir nous appartient !
- McGovern-Dole : Transition vers l'avenir !

Mozambique

- McGovern-Dole : Un avenir radieux !

Sénégal

- McGovern-Dole : Sukaabe Janngo I & II



s travaillons

GOVERNANCE

Arménie

- Société civile en action

Bangladesh

- Promotion des droits et du plaidoyer

Burundi

- Turi Kumwe

République dominicaine

- Projet de résilience climatique côtière

Equateur

- Nouveaux partenariats pour un gouvernement ouvert

Le Salvador

- Droits et dignité
- Travailler pour la diversité

Haïti

- Programme de renforcement de la société civile

Mauritanie

- Nafoore

Niger

- Jagoranci
- Kagalo

Timor-Leste

- Plaidoyer des ONG pour la bonne gouvernance

GUATEMALA

Alimentation au service du progrès (PROCAMPO)

Notre projet Alimentation au service du progrès (Food for Progress) au Guatemala, financé par l'USDA et connu localement sous le nom de « **PRO-CAMPO** » (Productores del Campo Más Prósperos y Organizados), renforce la capacité des communautés rurales à accroître leur production agricole et à améliorer leurs moyens de subsistance en transmettant des connaissances agricoles, en fournissant des outils et en développant des marchés pour l'agriculture.

Le Guatemala se remet à peine d'une guerre civile de 30 ans qui a exacerbé la pauvreté, endommagé les infrastructures et accentué la polarisation entre les 25 groupes ethniques du pays. Ses indicateurs de développement humain sont parmi les plus bas de l'hémisphère et son taux de malnutrition chronique avoisine les 50 %. Nous travaillons avec nos partenaires depuis 2016 pour fournir des solutions durables et évolutives.

Au Guatemala, les femmes sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la pauvreté. De nombreux hommes ont abandonné les terres agricoles rurales (ou quitté le pays) à la recherche d'un emploi, laissant aux femmes le soin d'assumer une grande partie des tâches agricoles. PROCAMPO a contribué à doter nombre de ces femmes de compétences et de

débouchés commerciaux, afin qu'elles puissent subvenir aux besoins de leur famille et devenir des leaders au sein de leur communauté.

Grâce à notre partenaire MICOOPE (la Coopération fédérée des caisses populaires), le projet a accordé 449 prêts agricoles d'un montant total de plus de 3,1 millions de dollars à des femmes l'année dernière. Ces investissements ont augmenté la production, les ventes et les revenus des participantes, améliorant ainsi la qualité de vie de leurs familles. Nous avons également formé 1 538 femmes aux techniques et technologies agricoles, ce qui a permis d'améliorer la qualité de leurs produits et de les introduire sur des marchés jusqu'alors hors de portée. En outre, en soutenant les réseaux de productrices, les participantes au projet collaborent et vendent leurs produits conjointement dans des volumes plus importants, ce qui ouvre de nouveaux marchés pour les femmes.

PROCAMPO a accordé 71 subventions à près de 400 femmes afin de soutenir la production de café, de légumes et de petit bétail. Grâce à ce coup de pouce, les femmes ont amélioré la quantité et la qualité de leur production, ce qui leur a permis d'accéder aux marchés locaux, nationaux et internationaux.

\$9.6 million

de dollars de prêts agricoles qui ont permis d'augmenter la production, la qualité et les ventes

Le succès du programme a réduit les risques pour les autres investisseurs

Une formation à l'irrigation économe en eau rend l'agriculture plus durable

Au total, le projet a facilité l'octroi de plus de 1 000 prêts agricoles pour un montant total de près de 10 millions de dollars en 2023. Le fait que ces prêts soient en train d'être remboursés a permis au projet de réduire les risques pour les autres investisseurs, ce qui confère un caractère durable à nos efforts.

Depuis sa création en 2018, 420 agents agricoles ont obtenu le certificat du Programme de vulgarisation rurale et plus de 500 organisations agricoles ont bénéficié d'une formation et d'une assistance technique sur la conservation des sols, la gestion de l'eau, la production de café et l'horticulture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Nous avons également formé plus de 36 000 producteurs de café, ce qui a permis d'augmenter les rendements et d'améliorer la qualité du café.



Un producteur guatémaltèque qui a bénéficié d'une subvention en nature consistant à planter des cultures de tomates dans des conditions contrôlées (serres) dans le département de Sololá.

“ Cette année, j'ai obtenu le deuxième prêt que j'avais sollicité auprès de MICOOPE pour continuer à cultiver des pommes de terre. Cela a changé beaucoup de choses et a contribué à améliorer ma qualité de vie et celle de ma famille.

Zoila Fuentes / ACREDICOM / Membre de MICOOPE



Présentation du café produit par chaque organisation participante au diplôme de marketing dans le département de Sololá.

MAURITANIE

L'avenir nous appartient ! et Transition vers l'avenir !

USDA McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition
Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants de l'USDA

Les programmes McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition (Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants), **The Future is Ours!** et **Bridging the Future!** (L'avenir nous appartient ! et Transition vers l'avenir!) de Counterpart, financés par l'USDA, transforment les attitudes à l'égard de l'éducation des filles et améliorent les moyens de subsistance des femmes dans nos communautés partenaires. Tout en fournissant des repas chauds quotidiens à 320 écoles dans les régions du Brakna, du Gorgol et du Tagant en Mauritanie, le projet met également en œuvre des activités intégrées pour soutenir les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la faim, d'amélioration de la santé et de renforcement du système d'éducation primaire.

Notre programme d'alimentation scolaire a fourni des petits-déjeuners et des déjeuners chauds à 72 730 élèves en 2023, soit 16 421 596 repas. Cet effort a considérablement renforcé la fréquentation, la rétention et l'attention à l'école, augmentant le nombre d'inscriptions de 18 %. En outre, pour améliorer l'environnement scolaire, le programme a construit huit latrines et vestiaires, en donnant la priorité aux besoins menstruels. La

mise à disposition d'installations adéquates est vitale pour le bien-être des filles et les encourage à continuer à fréquenter l'école.

Afin de garantir une nutrition et un soutien essentiels pendant la grossesse et l'allaitement, nous avons fourni aux femmes enceintes et allaitantes vulnérables des rations à emporter. Le programme a distribué plus de 1 000 tonnes de Corn Soy Blend Plus (mélange maïs-soya) à 2 344 femmes enceintes ou allaitantes et à 295 cuisinières qui préparent les repas scolaires.

Dans le cadre de l'autonomisation des communautés locales, nous avons également lancé le projet pilote « Village Support Girls' Education » (Soutien des villages en faveur de l'éducation des filles). Le programme a offert des formations aux membres féminins de la communauté sur la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (Water, Sanitation and Hygiene/WASH) et sur l'impact de garder les filles scolarisées. Nous avons utilisé une approche axée sur la demande pour concevoir des projets de subsistance avec les associations de femmes compte tenu de leurs propres idées. En outre, nous avons fourni un encadrement destiné à servir leurs initiatives spécifiques. Les projets ont été conçus pour améliorer le bien-être

économique personnel et familial des femmes, ce qui influe directement sur la capacité d'une famille à donner la priorité au maintien des filles à l'école.

Afin d'améliorer la participation de la communauté à la création de solutions durables, le projet a également formé 60 femmes leaders d'associations de parents d'élèves et de nos communautés partenaires, en soutenant leurs plans et leurs idées pour mettre en place des activités génératrices de revenus. Les femmes ont créé des jardins maraîchers, des élevages de volailles et des entreprises de transformation des céréales. Grâce à leurs bénéficiaires, nombre d'entre

elles prévoient maintenant de réinvestir dans d'autres activités, notamment dans la vente de fournitures scolaires.

Les efforts de Counterpart pour soutenir la nutrition et l'éducation adoptent une approche holistique qui permet d'améliorer la situation des femmes et des filles, de relever les défis systémiques et de mettre en place des pratiques communautaires durables. Grâce à ces interventions, nous modifions le discours sur l'éducation et le bien-être des femmes en Mauritanie, tout en offrant des opportunités de développement économique et communautaire.



16,4 millions de
repas servis à 72 730 élèves

66,688 élèves
vermifugés à deux reprises

295 cuisinières
ont reçu une formation de remise à niveau
en matière de préparation d'aliments sûrs
et nutritifs

2,344 femmes
enceintes et allaitantes ayant reçu des
rations

8 latrines
construites avec des vestiaires privés pour
les filles

“

Un repas scolaire peut inciter les parents à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école. Ceci est particulièrement important pour les filles. Une bonne alimentation peut même avoir des effets bénéfiques à long terme sur la santé des enfants qui grandissent, réduisant ainsi le risque de maladies chroniques plus tard dans la vie.

Cynthia Kierscht, Ambassadrice des États-Unis en Mauritanie



Partenariat international pour l'aide alimentaire de l'USAID

Près d'un tiers des enfants mauritaniens souffrent d'un retard de croissance et 20 à 30 % des enfants âgés de 6 à 19 ans présentent une insuffisance pondérale. La faim a de graves conséquences : les taux de mortalité des enfants âgés de un à quatre ans atteignent 2,5 % et les taux de mortalité maternelle dépassent largement les moyennes mondiales. La région du Gorgol, dans le sud du pays, est confrontée à des défis croissants en matière d'insécurité économique et alimentaire, amplifiés par les chocs environnementaux de ces dernières années, tels que la sécheresse et les inondations. Les services sociaux du pays sont limités, tout comme la main-d'œuvre dans cette vaste région où les besoins en matière de santé communautaire sont multiples.

Pour lutter contre ce problème et soulager la population du Gorgol, Counterpart, en collaboration avec l'USAID, le ministère de la Santé, les communes locales et les agents de santé communautaires, s'est lancée dans un **partenariat international d'aide alimentaire** de 18 mois qui s'est approvisionné en aliments nutritifs à longue durée de conservation produits aux États-Unis auprès d'Edesia et de Breedlove.

Le projet s'est attaqué à la malnutrition en améliorant l'accès à des aliments nutritifs et en renforçant les connaissances nutritionnelles dans des zones ciblées pour les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que pour les personnes s'occupant d'enfants de moins de cinq ans. Counterpart a tiré parti de ses réseaux existants de distribution alimentaire McGovern-Dole de l'USDA, en livrant plus de 6 tonnes d'Enov'Mum et 5 tonnes de Harvest Lentil Pro à 3 320 enfants de moins de cinq ans. Grâce à la collaboration avec les agents de santé communautaires, nous avons atteint 86 communautés, permettant ainsi à 1 930 mères allaitantes et à 1 905 femmes enceintes d'en bénéficier.

L'impact du projet s'est étendu au-delà de la distribution de nourriture. Les agents de santé communautaires, formés aux techniques de dépistage, ont identifié les personnes présentant un risque de malnutrition ou souffrant actuellement de malnutrition et les ont orientées vers les centres de santé locaux. Notamment, à la fin du projet, aucune femme enceinte ou allaitante ni aucun enfant de moins de cinq ans n'a été identifié comme présentant un risque de malnutrition.

L'équipe de Counterpart a fait preuve de vision stratégique et de résilience en tirant parti de l'infrastructure du programme McGovern-Dole Food for Education (Des vivres en échange de la scolarisation) de l'USDA pour la distribution de denrées alimentaires essentielles par l'USAID. Cet effort de collaboration souligne notre engagement en faveur d'un changement positif par le biais d'un partenariat avec les communautés mauritaniennes et a marqué une étape importante, mettant en évidence le dévouement de l'équipe à relever les défis nutritionnels et à renforcer la résilience face à l'adversité.



Un jeune enfant en Mauritanie tient un produit de l'USAID lors d'une campagne de distribution de nourriture.

3,835

femmes enceintes et mères allaitantes
bénéficié d'un dépistage nutritionnel et sanitaire

Zero

cas de malnutrition chez les femmes enceintes ou allaitantes
ou chez les enfants de moins de cinq ans lors du dernier dépistage

3,320

enfants de moins de cinq ans
ont reçu 11 tonnes de rations alimentaires

SÉNÉGAL

Sukaabe Janngo I et II

USDA McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition
Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants de l'USDA

Counterpart travaille avec des partenaires locaux et le gouvernement du Sénégal depuis plus de 20 ans pour améliorer les résultats scolaires des enfants tout en luttant contre l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire. En 2023, notre programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Program (Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants) de l'USDA, baptisé **Sukaabe Janngo I** (« Les enfants de demain »), a achevé ses efforts dans le nord tout en accélérant **Sukaabe Janngo II** dans les régions méridionales de Kolda et de Sédhiou en Casamance.

En 2023, les projets ont servi plus de 10,5 millions de repas à 148 234 élèves dans 555 cantines scolaires, améliorant ainsi les taux de fréquentation et de rétention scolaires conformément aux objectifs d'accès, d'équité et de qualité du ministère de l'Éducation nationale dans le système scolaire primaire. Les projets ont également permis d'améliorer les compétences des enseignants et de fournir du matériel d'apprentissage de l'alphabétisation. Dans le cadre de l'activité d'alimentation scolaire, les cuisinières ont joué un rôle essentiel pour préparer et servir des repas aux élèves. Les projets ont permis de former 8 168 cuisinières aux techniques culinaires, à l'hygiène et à la nutrition.

La plupart des femmes appliquent ces compétences à la maison, ce qui multiplie l'impact sur la communauté. Le projet a également touché plus de 1 000 femmes enceintes afin d'améliorer les résultats des

grossesses grâce à des connaissances sur la nutrition et les soins prénataux.

Dans un souci de durabilité, les projets ont aidé 150 fermes communautaires et jardins scolaires qui sont reliés aux cantines. Les femmes étant des acteurs clés de l'agriculture, nous leur avons fourni une assistance technique et des intrants agricoles, notamment des semences et du matériel. En 2023, elles ont produit 5,4 tonnes de céréales et de légumineuses et en ont donné plus de 3 tonnes aux cantines.

Afin de maintenir nos efforts au niveau local, le projet s'est procuré de la farine de maïs qui est transformée uniquement par des groupes de femmes. Notre premier achat à grande échelle de 40 tonnes a apporté des avantages économiques aux 30 femmes directement concernées, ainsi qu'à des centaines de producteurs de maïs locaux. En injectant 43 000 dollars dans une très petite économie rurale, le projet a eu un impact immédiat et considérable.

L'amélioration des niveaux de lecture et des résultats scolaires des élèves est un élément clé du projet, c'est pourquoi nous avons organisé notre premier camp de lecture d'été et lancé un programme de tutorat après l'école. Plus de 3 100 enfants ont participé aux camps d'été où ils ont eu droit à un déjeuner nutritif. Nos activités de tutorat ont débuté tardivement au cours de l'année scolaire, mais les élèves les adorent déjà. Avec deux cohortes, l'une équipée de tablettes solaires et l'autre d'un tuteur traditionnel, plus de 1 700 élèves participent, dont 917 filles.

10.5+
million
de repas servis à
148 234 élèves

25
clubs de filles
ont été créés pour
aider 625 filles de
cinquième et
sixième année à
rester scolarisées

5,440
élèves ont
participé à des
camps de lecture
d'été et à des
activités de tutorat
après l'école



MOZAMBIQUE

Un avenir radieux !

USDA McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition
Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants de l'USDA

Dans quatre districts ruraux de la province de Maputo au Mozambique, le projet **Our Bright Future! (Un avenir radieux !)** financé par l'USDA a soutenu des initiatives transformatrices en 2023 en s'engageant à améliorer l'accès à l'éducation et à la nutrition, en particulier pour les filles. Au cours des deux premières années de mise en œuvre, les taux de fréquentation des écoles participantes ont augmenté et les chiffres continuent de croître.

Le cœur du projet Our Bright Future! (Un avenir radieux !) est son programme d'alimentation scolaire dirigé par des femmes. Le projet s'est attaqué à la faim immédiate en fournissant 9 millions de repas nutritifs à plus de 60 000 élèves, dont beaucoup pour qui il s'agissait du seul repas sur lequel ils pouvaient compter. Souvent mères et soignantes, les cuisinières scolaires bénévoles aident les enfants en ramassant du bois de chauffage, en s'approvisionnant en eau potable, en récoltant des légumes, en cuisinant des repas nutritifs et en servant le déjeuner aux élèves pour les encourager à aller à l'école tous les jours.

Les repas scolaires suivent le guide des repas sains établi par le gouvernement mozambicain et sont composés d'une combinaison de produits importés des États-Unis et de farine de maïs et légumes achetés localement. En outre, le projet a permis de créer 69 nouveaux jardins scolaires, de former plus de 2 000 personnes à des techniques agricoles améliorées et de former 491 responsables d'entrepôts à la gestion de stocks alimentaires.

L'impact du projet a dépassé les murs de l'école grâce aux démonstrations culinaires mensuelles. Notre équipe s'est engagée avec près de 1 500 femmes enceintes et mères allaitantes pour développer des recettes à base d'ingrédients locaux riches en nutriments. Les femmes ont reçu des rations à emporter, ce qui a permis d'encourager des habitudes plus saines et de promouvoir le bien-être nutritionnel dans l'ensemble de la communauté.

En plus de l'alimentation scolaire, le projet a produit plus de 40 000 documents de lecture bilingues supplémentaires pour les élèves de première et de troisième année, afin d'encourager les habitudes de lecture dans la langue locale de l'élève et en portugais. Les livres mettent en scène des personnages féminins de premier plan et envoient un message fort : les filles ont leur place dans l'éducation. Deux ans après le début du projet, toutes les

écoles primaires soutenues par l'approche de suivi de l'éducation locale de Our Bright Future! (Un avenir radieux !) ont atteint des niveaux de maîtrise de la lecture et de l'écriture en première année supérieurs à la moyenne nationale, témoignant ainsi du succès de l'éducation bilingue et de la formation à l'alphabétisation dispensée aux enseignants et aux directeurs d'école.

Le mentorat et la création de clubs de filles ont été au cœur de la réussite du programme. Avec 62 mentors et 74 animateurs, l'initiative a fourni un espace sûr à 384 élèves. Des sujets tels que les droits de l'enfant, la prévention des mariages précoces, l'hygiène menstruelle, la nutrition et la protection de l'environnement ont enrichi le programme et offert un espace de dialogue sûr.

Le projet a permis de construire de nouvelles latrines dans certaines écoles primaires, avec des zones réservées à l'hygiène menstruelle qui garantissent l'intimité des filles, leur permettant ainsi d'aller à l'école en toute confiance pendant leurs menstruations.

Le projet Our Bright Future! (Un avenir radieux) continue d'améliorer des vies, ouvrant la voie à un avenir où l'éducation est inclusive et où les femmes et les filles s'épanouissent en tant que participantes actives à leur propre développement.



**9 million
de repas**
servis dans 249 écoles

**61,668
élèves**

recevant des repas quotidiens



Les élèves faisant la queue pour se laver les mains à un poste d'hygiène mis en place par le projet.

ARMÉNIE

Société civile en action

Les organisations de la société civile arménienne ont joué un rôle important dans les mouvements civiques populaires ayant conduit à la Révolution de velours pacifique qui a chassé le premier ministre et lancé une transition démocratique en 2018. Ce changement de gouvernement a offert des possibilités de réforme et d'engagement participatif, mais rares sont ceux qui considèrent la société civile comme un partenaire clé. **Le projet Société civile en action (Civil Society in Action)** vise à changer cette dynamique en renforçant la viabilité financière du secteur et en améliorant les capacités organisationnelles. Counterpart met en œuvre cette initiative financée par l'USAID avec la Fondation urbaine pour le développement international et des partenaires gouvernementaux.

Bien que Counterpart ait soutenu le peuple arménien dans le passé, nos efforts les plus récents marquent un retour dans le pays après de nombreuses années. La présidente et directrice générale, Dr. Ann Hudock, a marqué l'événement par une allocution spéciale lors du lancement du projet en avril 2023.

« Cela représente beaucoup pour Counterpart et pour moi personnellement de nous voir revenir en Arménie

pour soutenir l'excellent travail effectué par nos partenaires depuis notre départ lorsque notre précédent projet s'est achevé en 2016 », a-t-elle déclaré. « Nous savons qu'une société civile dynamique est le fondement absolu d'une société saine et d'une bonne gouvernance ».

Société civile en action (Civil Society in Action), comme tous nos programmes de gouvernance, reconnaît et promeut le rôle actif que les femmes doivent jouer dans la société civile et compte sur leur leadership et leur participation pour stimuler le développement du pays. Par exemple, l'ONG Uniting Bridge, récipiendaire d'une subvention du projet, met en œuvre l'initiative « Uniting Women for Community Development » (Unir les femmes pour le développement communautaire) pour aider les jeunes femmes et les filles à être des leaders et participer à la prise de décision au sein de leur communauté.

Tout en continuant à renforcer l'espace civique en Arménie, nous veillerons à ce que tous les citoyens, y compris les femmes et les autres groupes défavorisés, restent engagés dans la promotion du dialogue civique et puissent participer pleinement à la jeune démocratie de leur pays.

“ Notre société civile prospère grâce au leadership enrichissant des femmes. Leur engagement et leur passion inébranlables agissent comme des catalyseurs de changement positif, ce qui inspire d'autres personnes à contribuer.

Arpine Hakobyan, directrice de NGO Center

20

organisations

soutenues avec plus de 850 000 dollars, dont la moitié dirigée par des femmes

56

lois et amendements

élaborés pour le gouvernement par notre partenaire, la Fondation du Centre pour le développement de la législation

410

membres de la communauté mobilisés et engagés dans le développement communautaire, dont plus de 70 % sont des femmes

71

représentants du gouvernement

formés à des compétences clés en matière de gouvernance et de gestion



HAÏTI

Programme de renforcement de la société civile

En Haïti, Counterpart est un sous-réceptaire de Papyrus, une société de gestion haïtienne majoritairement détenue par des femmes, dans le cadre du **Programme de renforcement de la société civile** financé par l'USAID. Conformément à l'objectif global du programme qui est de renforcer la société civile haïtienne, Counterpart offre un soutien technique dans les domaines du plaidoyer, de la communication et des médias, ainsi que de la mise en réseau.

Counterpart a travaillé avec huit organisations haïtiennes en 2023, préparant le terrain pour la réalisation de leurs objectifs de plaidoyer. Ces entités se sont concentrées sur la défense des droits des femmes, la promotion des politiques existantes en matière de lutte contre la violence basée sur le genre, la lutte contre l'impunité généralisée dans les cas de violence basée sur le genre et l'atténuation des effets du changement climatique. Cette phase initiale a consisté à évaluer de près les capacités de plaidoyer des organisations, puis à formuler des plans ciblés de renforcement des capacités.

L'exécution des plans au cours des années à venir renforcera l'efficacité des activités de plaidoyer des organisations et la mise en œuvre de leurs initiatives stratégiques en vue d'un impact durable. Parallèlement, Counterpart a organisé une formation de formateurs

sur le plaidoyer pour l'équipe du programme. Cette formation a fourni aux partenaires du consortium le matériel nécessaire pour étendre la formation en matière de plaidoyer à d'autres organisations, élargissant ainsi la portée du programme au-delà des huit organisations initiales.

Reconnaissant l'importance des réseaux de collaboration, Counterpart a effectué une analyse des réseaux au sein de la société civile haïtienne. Cette initiative visait à discerner les relations existantes entre les organisations de la société civile et à identifier les possibilités de renforcer la collaboration.

Grâce à une approche axée sur la pratique, intégrant le mentorat et l'encadrement, Counterpart vise également à préparer les organisations à améliorer leur efficacité et à faire progresser collectivement leurs objectifs de plaidoyer.

Comme Counterpart continue d'investir dans le renforcement des capacités et le mentorat, le Programme de renforcement de la société civile en Haïti continuera à favoriser une société civile dynamique et autonome où le plaidoyer devient un catalyseur pour un changement sociétal positif. Ce travail est d'autant plus important au vu des défis socio-économique, politique et sécuritaire auxquels fait face Haïti.



BANGLADESH

Promotion du plaidoyer et des droits

Le projet Promotion du plaidoyer et des droits (**Promoting Advocacy and Rights**) de Counterpart au Bangladesh, financé par l'USAID, vise à promouvoir une gouvernance responsable et à renforcer les communautés dans un espace civique de plus en plus restreint, en proie à des bouleversements sociaux et à des sensibilités politiques.

En 2023, le projet a organisé 22 ateliers et formations qui ont rassemblé près de 500 représentants d'organisations de la société civile. Cela a permis de doter les participants des connaissances et des compétences nécessaires pour mener des campagnes de plaidoyer de proximité dirigées par les citoyens.

Une leader émergente, Jhorna Akter, a rejoint le projet pour promouvoir la planification urbaine et a réuni 800 personnes dans 40 groupes de jeunes pour métamorphoser leur quartier. En collaboration avec le gouvernement, ses efforts ont permis d'étendre les services de gestion des déchets et d'améliorer l'accès à l'eau potable et à des espaces publics sûrs. Alors que sa famille la décourageait de s'impliquer, cette dernière la félicite aujourd'hui pour ses réalisations.

Les bénéficiaires locaux du projet ont également joué un rôle essentiel dans la mobilisation des communautés, en organisant 67 activités de plaidoyer auxquelles ont participé 2 389 personnes au total, dont plus de la moitié étaient des femmes.

Grâce à ces événements, les membres de la communauté ont attiré l'attention des décideurs politiques et ont efficacement

2,000+
femmes

formées au plaidoyer

2,389
acteurs locaux
mobilisés

pour engager le
gouvernement en faveur
du changement

67
événements de
mobilisation
communautaire
soutenus

relayé leurs préoccupations auprès des principales parties prenantes du gouvernement.

Malgré quelques progrès, la vie publique au Bangladesh reste dominée par les hommes. Pour contrer cela, le projet a facilité l'émergence de 19 femmes leaders dans ses programmes en 2023, leur donnant une plateforme pour mobiliser et défendre les droits des groupes marginalisés à l'échelle nationale. Il a également soutenu plus de 2 000 femmes par le biais d'initiatives de renforcement des capacités et de plaidoyer et a élaboré des plans d'action en matière d'égalité des sexes et d'inclusion pour tous les titulaires de subventions.



Une jeune participante à une activité menée dans le cadre de notre projet Promotion du plaidoyer et des droits au Bangladesh.

“

Autrefois introvertie, je suis aujourd'hui le visage public de ma communauté. Voici ce qu'a été mon incroyable voyage vers la confiance en soi. Aujourd'hui, les membres de ma communauté viennent me voir pour résoudre leurs problèmes, et je les mets en contact avec notre conseiller local.

Jhorna Akter, membre d'un groupe de jeunes



Des participants travaillent en groupe lors d'un événement du projet à Khulna, au Bangladesh.



BURUNDI

Turi Kumwe

Bien que la guerre civile qui a profondément divisé le Burundi ait pris fin il y a plus de 15 ans, le pays reste confronté à des difficultés pour instaurer une paix, une sécurité et une stabilité économique à long terme. Les jeunes de moins de 25 ans sont particulièrement susceptibles de se laisser prendre au piège des conflits et des violences en raison du chômage et des divisions politiques et ethniques. Grâce à notre projet **Turi Kumwe** (« Nous sommes ensemble ») financé par l'USAID qui s'est achevé en mai 2023, Counterpart a travaillé avec des partenaires locaux pour accroître l'engagement de la jeunesse burundaise dans la consolidation de la paix et améliorer les opportunités économiques.

Reconnaissant que les normes traditionnelles en matière de genre empêchent largement les jeunes femmes de participer pleinement à l'économie et à la gouvernance locale, nous avons déployé des efforts soutenus pour inclure les femmes dans les programmes d'autonomisation économique et dans la consolidation de la paix.

Notre programme de développement des moyens de subsistance par la formation à l'entrepreneuriat, le mentorat et la facilitation de l'accès au microcrédit a soutenu plus de 1 700 membres par l'intermédiaire de 62 associations villageoises d'épargne et de crédit. Les jeunes femmes représentaient 53 % des participants à nos activités d'autonomisation économique, et nombre d'entre elles ont ensuite créé leur propre entreprise. En effet, l'accès au capital de démarrage et à la formation a aidé plus de 900 femmes vulnérables à devenir de petits entrepreneurs.

Nous savons également que les mères célibataires au Burundi souffrent d'une discrimination et d'une exclusion aggravées, c'est pourquoi nous nous sommes efforcés de les inclure dans le projet. Une analyse réalisée à l'aide de l'outil « Gender Analysis in Fragile & Conflict-affected Environments » (Analyse de genre dans les environnements fragiles et touchés par les conflits) de Counterpart a mis en évidence la nécessité de mettre en avant des modèles de femmes leaders. Grâce à cette orientation, nous avons sélectionné des

1,700
membres
soutenus par le biais
de 62 associations
villageoises
d'épargne et de crédit

\$128,000
octroyé comme capital
de démarrage

900
femmes
ont créé leur propre
entreprise

militantes pour la paix afin qu'elles participent et inspirent la jeune génération à soutenir le leadership des femmes dans la résolution des conflits.

Les activités locales de dialogue, de formation et d'échange (axées sur l'égalité des sexes, l'autonomisation économique des femmes, la violence sexiste, la masculinité positive, ainsi que les conflits locaux et les opportunités d'entrepreneuriat) ont permis d'assurer une participation significative des femmes. À la fin du projet, 94 % des jeunes participants avaient un emploi.

“ **Aujourd’hui, tout le monde voit que les femmes peuvent exercer des métiers que l’on croyait réservés aux hommes.**

Sandrine Banyiyezako, bénéficiaire d'un prêt



Tyler Beckelman, administrateur adjoint du Bureau de l'USAID pour l'Afrique, visitant des jeunes entrepreneurs de Turi Kumwe, à Bujumbura, le 20 mars 2023.



À gauche : Espereance Kanyamuneza, une jeune femme entrepreneure issue de Ngozi, présentant son entreprise de savon en janvier 2023.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Programme de résilience climatique côtière

Le travail de Counterpart en République dominicaine a commencé il y a près de 20 ans et se poursuit aujourd'hui par le biais du **Programme de résilience climatique côtière**, qui vise à réduire les pressions locales sur les écosystèmes marins côtiers tout en minimisant les perturbations culturelles et économiques face au changement climatique.

Parce qu'il est essentiel d'impliquer les jeunes dans ce travail, le projet sert de tremplin à notre **Programme dominicain d'éducation à l'environnement (Dominican Environmental Education Program) (DEEP)**, financé par la Fondation Frohring depuis 2015. En 2023, nous avons formé des enseignants et des pairs-mentors de proximité pour dispenser le programme de formation DEEP et faciliter l'apprentissage participatif dans les écoles partenaires. Dans ce sens, nous avons offert des bourses et des stages aux élèves pour qu'ils poursuivent des carrières dans les domaines des sciences et de la conservation de l'environnement. Plus

de 300 élèves issus de 11 écoles y ont participé, partageant les résultats de leurs recherches et de leurs travaux au sein de leurs communautés.

Le DEEP a également envoyé des enseignants et des lycéens à une académie d'été STEM sur le changement climatique à Hiram, dans l'Ohio, organisée par notre partenaire Learning Streams International. Le contingent, essentiellement féminin, a acquis une expérience de terrain grâce à des cours pratiques. Ce groupe a appris à devenir des organisateurs communautaires et à plaider pour davantage d'arbres d'ombrage dans leur pays d'origine.

Au fil des ans, le Programme de résilience climatique côtière a également contribué à renforcer les capacités des organisations locales, en accordant près de 90 000 dollars en 2023 à AgroFrontera, FUNDEMAR, le groupe de la Fondation Punta Cana et le Centre pour la conservation et l'écodéveloppement de la baie de Samaná. Avec notre aide, ces groupes ont mis en place des programmes de formation pour les jeunes et les agriculteurs, offert des

\$90,000
de subventions
accordées

120
pêcheurs
formés aux pratiques
de pêche durable

300+
élèves
issus de 11 écoles
ont participé au
programme DEEP

possibilités supplémentaires de stages et de bourses, amélioré les infrastructures et les équipements, facilité les activités de surveillance et de restauration et lancé des initiatives d'écotourisme.

En collaboration avec nos partenaires, nous avons également formé 120 pêcheurs à des pratiques de pêche durables et à la gestion des risques climatiques afin de protéger leurs moyens de subsistance. En outre, nous avons encadré 12 jeunes techniciens dans le domaine de la conservation marine côtière et dispensé une formation sur la restauration des récifs coralliens.

Notre travail dans le pays donne la priorité à la participation des femmes et des jeunes filles et veille à ce que les activités de subvention soient conçues et mises en œuvre selon une approche qui réduit les écarts entre les sexes et promeut les droits et la participation des femmes.



Un élève du programme DEEP effectue des travaux sur le terrain.

“

Le travail du CCRP au sein de la communauté est important. Vous pouvez voir comment, dans mon cas, j'ai commencé en tant qu'étudiante et j'occupe maintenant fièrement le poste de biologiste dans l'organisation qui m'a formée à la sensibilisation à l'environnement. Cette progression souligne les contributions significatives et le pouvoir de transformation des initiatives communautaires qui ont façonné ma carrière.

Yulissa Reyes de FUNDEMAR



À gauche : Les lycéens du programme dominicain d'éducation à l'environnement effectuent des travaux sur le terrain.

ÉQUATEUR

Nouveaux partenariats pour un gouvernement ouvert

Nouveaux partenariats pour un gouvernement ouvert (New Partnerships in Open Government), un projet financé par l'USAID, vise à faire progresser la participation de l'Équateur au Partenariat pour un gouvernement ouvert grâce à une large collaboration avec les secteurs public et privé, la société civile, le monde universitaire et les partenaires internationaux. Le Partenariat pour un gouvernement ouvert est une initiative mondiale qui vise à obtenir des engagements de la part des gouvernements afin d'améliorer la transparence, de responsabiliser les citoyens, de lutter contre la corruption et de tirer parti de la technologie pour une gouvernance efficace.

Avec le soutien de Counterpart, l'Équateur met en œuvre son deuxième plan d'action national du PGO, qui comprend 15 engagements identifiés grâce à un processus de co-création facilité par le projet. L'année dernière, nous avons aidé les collectivités locales et leurs homologues de la société civile à mettre en œuvre les principaux engagements du deuxième plan d'action national, y compris plusieurs mesures visant à encourager l'innovation, l'ouverture et la participation publique.

Le projet a renforcé les capacités de 45 représentants d'organisations privées et publiques responsables de la mise en œuvre des engagements du plan d'action. Ce processus a été rendu possible en organisant un atelier de formation au suivi et à l'évaluation afin de partager les outils et les meilleures pratiques en matière de gouvernement ouvert.

En outre, le projet a soutenu la création d'un Comité sur le genre au sein du groupe central du PGO en 2023. Nous avons dispensé une

formation sur l'intégration de la dimension de genre pour les 15 engagements du plan d'action national et formé 35 représentants publics et privés qui intègrent des pratiques de démocratie inclusive dans la mise en œuvre des engagements.

Nous avons constaté que les femmes équatoriennes ont des difficultés à accéder aux technologies et à les utiliser, y compris les produits récents d'intelligence artificielle, comme le propose l'Initiative du pays pour un État ouvert. Pour combler ce fossé technologique et cet écart entre les sexes qui se creusent, notre partenaire local, la Fundación Datalat, a mis au point un programme visant à renforcer la capacité des femmes à adopter les technologies émergentes de manière responsable et sûre. Les participants y ont découvert une grande variété d'outils d'identité numérique et de générateurs d'images et de logos, et ont renforcé leur capacité à utiliser l'intelligence artificielle pour améliorer les services et renforcer l'ouverture du gouvernement. Le projet s'est concentré sur la protection des données personnelles et s'est appuyé sur des affaires juridiques très médiatisées pour aider à comprendre les limites de la collecte de données personnelles.

Counterpart a joué un rôle crucial dans ces réalisations en facilitant la collaboration entre les entités gouvernementales, les organisations de la société civile, les universités et les agences internationales de développement. Cet effort de collaboration reflète l'engagement à promouvoir l'ouverture, l'inclusion et la transparence dans les processus de gouvernance de l'Équateur.

352 fonctionnaires

formés à l'approche de gouvernement ouvert, à la transparence et à la lutte contre la corruption grâce au programme de formation en ligne du partenaire local Fundación Ciudadanía y Desarrollo

80 représentants du secteur privé formés

à la responsabilité démocratique des entreprises avec le soutien de l'International Seniors Lawyer Program

100 représentants des communautés

autochtones formés aux pratiques de gouvernement ouvert grâce à notre soutien au Parlement autochtone et aux organisations locales de la société civile

524 fonctionnaires locaux

formés à la sécurité et aux plans de gouvernement ouvert grâce à notre soutien au réseau de développement local, GESODEL

174 juges, procureurs et agents de la fonction publique

formés à la justice ouverte et à l'intégration de la dimension de genre grâce à notre soutien à l'Observatoire de justice de l'Équateur

Participants à une série d'ateliers organisés avec notre partenaire Fundación Datalat.



Les participants au programme « Innover ensemble : Intelligence artificielle, femmes et gouvernement ouvert » ont examiné comment les outils d'intelligence artificielle peuvent être utilisés pour mieux servir les citoyens équatoriens.



LE SALVADOR

Projet Droits et Dignité

En réponse aux défis critiques en matière de droits de l'homme au Salvador, le projet **Rights and Dignity (Droits et Dignité)** de Counterpart se consacre à la promotion d'une société plus tolérante, plus juste et plus équitable. En collaborant avec des entités gouvernementales et non gouvernementales, le projet vise à renforcer les systèmes de protection des droits de l'homme et à promouvoir un développement inclusif.

Reconnaissant l'interconnexion des droits de l'homme et du développement durable, le projet donne la priorité aux interventions en matière de sécurité et de lutte contre les discriminations. Dans le cadre de sa stratégie en matière de genre et d'inclusion sociale, le projet a organisé des sessions de formation pour intégrer des approches telles que « Do No Harm » (Ne pas nuire) et la victimologie, engageant 34

participants à s'attaquer aux disparités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion. Le projet a fourni un soutien spécialisé aux principaux partenaires gouvernementaux, renforçant la capacité de 325 fonctionnaires, en majorité des femmes, à fournir une protection fondée sur les droits, en particulier pour les populations vulnérables. Ce soutien permet aux fonctionnaires de mieux répondre aux besoins spécifiques des victimes, notamment des femmes, ce qui améliore l'accès à la justice.

L'autonomisation des défenseurs des droits de l'homme est une autre priorité, avec 594 personnes - principalement des femmes - formées et soutenues pour défendre les droits des groupes marginalisés. Le projet a notamment facilité l'organisation d'ateliers sur la documentation des violations des droits de



L'atmosphère générée par l'hostilité officielle à l'égard des journalistes amène mon entourage familial à remettre en question mes décisions professionnelles, ainsi que le choix des médias pour lesquels je travaille, et même la décision de continuer à vivre au Salvador.

*Journaliste ayant participé à la recherche "The Air We Breathe."
Nom omis pour des raisons de sécurité.*

l'homme, permettant ainsi aux défenseurs de faire évoluer les choses dans leurs communautés. En effet, avec notre soutien, plus de 125 cas de violations graves des droits de l'homme ont été documentés et présentés à des institutions publiques ou à des organisations internationales.

Pour répondre aux problèmes de sécurité rencontrés par les militants et les journalistes, le projet a également organisé des ateliers sur la sécurité personnelle et les premiers secours, qui ont intégré une approche sexospécifique pour atténuer les risques de manière efficace.

Grâce à des campagnes de sensibilisation et à des initiatives éducatives, le projet a touché divers publics, notamment les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables, soutenant ainsi leurs efforts. Plus de 5 800 utilisateurs ont interagi avec l'Observatoire national des droits de l'homme, une base de données reconnue au niveau national et international sur les violations des droits de l'homme au Salvador, avec des analyses d'experts sur les questions relatives aux droits de l'homme.

Nous avons formé 2 191 enseignants sur ces questions et des centaines d'étudiants ont participé à des événements de sensibilisation à la violence sexiste. Ce ne sont là que quelques exemples de la manière dont le projet favorise une culture de respect des droits de l'homme et promeut un changement de politique.

Grâce à des études et à des actions de plaidoyer, le projet continue de faire connaître les violations des droits de l'homme et de défendre les populations vulnérables, contribuant ainsi à l'avènement d'une société plus inclusive et plus équitable au Salvador.

847
cas

**d'allégations d'abus
policiers signalés**

3

études de recherche

**réalisées pour étayer
les recommandations
politiques fondées sur
des données probantes**

36

municipalités

**touchées par des campagnes
de sensibilisation visant
à soutenir les groupes
vulnérables**

Travailler pour renforcer la diversité

En réponse au besoin urgent de renforcer les droits et la représentation de la communauté LGBTQI+ au Salvador, Counterpart s'efforce de faire entendre les voix historiquement sous-représentées et d'encourager le plaidoyer collectif pour promouvoir et protéger les droits des personnes LGBTQI+. Dans un environnement marqué par le conservatisme culturel et la violence, en particulier à l'encontre des personnes LGBTQI+, le projet s'efforce de créer une société plus inclusive et plus solidaire.

Reconnaissant la sous-représentation de certains groupes au sein du mouvement LGBTQI+, notamment les lesbiennes, les femmes queer et les hommes transgenres, Counterpart se concentre sur le renforcement de leurs capacités et l'amplification de leurs voix. Par le biais d'ateliers et de subventions, nous nous sommes engagés avec des organisations de base à mettre en œuvre des activités de plaidoyer, touchant 106 personnes en 2023 et les dotant de compétences pour défendre leurs droits de manière créative et efficace.



500

participants

issus de zones rurales
ont assisté à la Marche
des fiertés de 2023

6

nouveaux groupes

ont rejoint la Fédération
LGBTI salvadorienne

2,041

défenseurs des droits de l'homme

formés et soutenus

En collaboration avec des organisations locales telles que Daughters of Sappho et Nayarit Women and Youth, nous avons également organisé des événements commémoratifs et des ateliers pour lutter contre la violence basée sur le genre et soutenir les femmes lesbiennes et queer. Ces initiatives ont permis d'instaurer une plateforme de dialogue, de réconciliation et d'autonomisation, mettant en lumière les défis auxquels sont confrontées les personnes LGBTQI+ au Salvador.

Le soutien de Counterpart a également permis des avancées significatives en matière de durabilité au sein de la Fédération LGBTI salvadorienne, avec une augmentation notable du nombre de membres et des améliorations dans la gestion organisationnelle et le leadership.

En 2023, Counterpart a fait des progrès considérables en matière de renforcement des capacités en formant et en soutenant plus de 2 000 défenseurs des droits de l'homme dans différentes tranches d'âge et régions du Salvador. Nous avons également facilité la participation de plus de 500 personnes issues de zones rurales à la Marche des fiertés de 2023, favorisant ainsi une plus grande visibilité de la communauté LGBTQI+ et une plus grande solidarité au sein de celle-ci.

En faisant entendre les voix historiquement sous-représentées, en défendant les droits des personnes LGBTQI+ et en encourageant l'engagement communautaire, Counterpart et ses partenaires locaux contribuent à faire progresser les droits des personnes LGBTQI+ afin de créer un environnement plus inclusif au Salvador.

À gauche : La Fundación Afrodescendientes Organizados Salvadoreños (AFROOS), partenaire local du projet Working to Strengthen Diversity, organise une retraite au Salvador.





NIGER

Le développement au Niger est confronté à de multiples défis : conditions environnementales difficiles, extrémisme violent, conflits internes, communautés appauvries, inégalité des sexes et mauvaise gouvernance. Nos projets dans ce pays visent à garantir la paix, à renforcer la société civile et à soutenir l'engagement des citoyens en faveur de la gouvernance démocratique.

Jagoranci

Au cours de la troisième année du projet « **Jagoranci** » (Gouvernance résiliente au Niger) financé par l'USAID, Counterpart a continué à renforcer le contrat social entre l'État et ses citoyens tout en soutenant la résilience des individus, des ménages et des communautés dans 26 communes des régions de Dosso, Maradi, Tillabéri et Zinder.

À la suite des efforts visant à garantir l'appropriation des interventions clés par les parties prenantes locales et nationales au cours des premières années, le projet a continué à former les élus locaux et régionaux à leurs rôles et responsabilités, tout en renforçant les processus ouverts et participatifs pour évaluer, suivre et améliorer leurs performances. Nous avons amélioré la capacité des communes à planifier leur développement, à établir un budget, à communiquer, à impliquer les citoyens et à mobiliser des ressources, tout en sensibilisant les citoyens et les acteurs civiques locaux à leurs

droits, à leur capacité d'exercer ces droits et à leur rôle.

En 2023, plus de 100 000 personnes ont été éduquée sur les droits et la gouvernance grâce à des campagnes de sensibilisation. Nous avons également aidé les communes à élaborer leur plan de services d'amélioration visible et à concevoir des budgets participatifs. Le Fonds pour les crises complexes du projet a également soutenu la distribution équitable et transparente de 310 tonnes de nourriture à 31 000 ménages vulnérables.

Après qu'une analyse genre cruciale a révélé des inégalités persistantes dans la prise de décision, l'accès à l'information et les services publics pour les femmes, le projet a fait des efforts pour s'assurer que les femmes connaissent leurs droits, qu'elles ont une plus grande capacité à s'engager dans la gouvernance communale et qu'elles exercent activement ces droits.

Nous avons formé 120 femmes, y compris des jeunes et des personnes handicapées, à l'égalité des sexes, au leadership et aux techniques de plaidoyer afin de les aider à participer efficacement aux dialogues intergénérationnels, à la gouvernance locale et à la gestion des débats à la maison. Les femmes ont appris à créer des groupes d'information et des réseaux de pairs, ainsi qu'à obtenir une reconnaissance juridique au niveau municipal.

Le taux d'analphabétisme de près de 69 % des personnes âgées de 15 ans et plus au niveau national constitue un autre obstacle à la participation des citoyens. Pour relever ce défi, Jagoranci a créé 15 centres d'alphabétisation fonctionnels et a formé 175 acteurs analphabètes de la gouvernance locale (y compris des élus et des dirigeants de la société civile) à la lecture, à l'écriture et à l'arithmétique de base. Les enseignements portaient notamment sur les rôles et responsabilités des élus et des acteurs de la société civile, la décentralisation, le leadership et les concepts des droits de l'homme. Le programme a connu un tel succès que six nouveaux centres sont prévus pour 2024, avec 120 nouveaux apprenants déjà identifiés.



En apprenant l'alphabétisation fonctionnelle, je suis devenue une véritable championne pour les femmes dans ma communauté.

Zina Souleymane, leader de Guidimouni

26
communes
desservies

100,000+
personnes
sensibilisées aux droits
et à la gouvernance grâce à
des campagnes de sensibilisation

175
responsables
formés à l'alphabétisation
fonctionnelle

31,000
ménages vulnérables
ont reçu 310 tonnes de nourriture

38
clubs d'écoute
créés et/ou revitalisés pour
sensibiliser les citoyens
à leurs droits et devoirs



Lorsque j'ai été élue conseillère, je ne savais rien de mon rôle et de mes responsabilités.

Aujourd'hui, grâce à la formation que nous avons reçue, je suis une professionnelle aguerrie. Je sais que je dois défendre la cause des femmes et que je dois rendre des comptes à ma communauté.

*Zeinabou Soumana,
conseillère communale de Ouallam*



Kagalo

Le projet **Kagalo : Empowered Women for Change (Femmes habilitées pour le changement)** de Counterpart est conçu pour renforcer l'état fragile de la démocratie au Niger et au Burkina Faso en renforçant le rôle des femmes dans le processus démocratique. S'achevant en mars 2023, Kagalo s'est concentré sur l'amélioration de la préparation et de la participation des femmes en tant que leaders dans le développement démocratique du Niger et du Burkina Faso. Ce projet s'est aussi axé sur l'augmentation de la participation des femmes dans les processus de prise de décision aux niveaux local et national.

En collaboration avec notre partenaire nigérien Femmes, Actions et Développement (FAD), Kagalo s'est concentré sur le renforcement des capacités des femmes leaders, les positionnant pour jouer un rôle dans les affaires locales, la prise de décision, la sélection des leaders, la gestion des affaires publiques et la redevabilité des citoyens.

Au Niger, les femmes ont toujours été exclues des postes de direction communale, mais cela n'a pas empêché Aïssatou Adamou de poursuivre ses aspirations à devenir une dirigeante au sein de sa communauté. Elle a participé à notre formation axée sur le leadership, la gestion et la prise de parole en public, qui a été financée par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État des États-Unis.

Plus tard élue conseillère municipale, Adamou occupe aujourd'hui plusieurs postes de direction, dont celui de présidente départementale des femmes élues de la région de Tillabéri et de présidente de la commission des affaires culturelles et sociales pour la promotion de la femme et la protection de l'enfant. Elle a également participé à la mise en œuvre de l'effort « Femmes, paix et sécurité » du deuxième plan

À gauche : Le projet Kagalo a dirigé une session visant à développer une stratégie de mobilisation des ressources et un plan de communication sur la budgétisation sensible au genre.

50

candidats

se sont publiquement engagés à adopter les priorités définies par les femmes

d'action national et a favorisé la paix entre les femmes locales et les personnes déplacées. Elle est aussi en contact avec les forces de l'ordre nigériennes, communiquant directement les préoccupations et les priorités de sa communauté. Adamou n'est qu'un exemple de la façon dont le projet a renforcé le rôle des femmes dans la gouvernance locale.

Puisque les budgets reflètent les priorités, nous avons systématiquement mené des entretiens sur la budgétisation sensible au genre avec les participants de Kagalo et les élus. Après avoir validé les résultats avec les organisations locales de la société civile nigérienne, le FAD et l'équipe ont rédigé des recommandations visant à garantir la participation des femmes aux décisions budgétaires, ainsi que des plans de suivi des progrès. Trois conseils communaux ont adopté les cadres résultant de ce processus. Les participants ont noté des améliorations significatives dans la participation des femmes aux réunions des conseils locaux aux niveaux communal et régional, ainsi qu'une augmentation de la prise en compte des priorités des femmes et de la budgétisation sensible au genre.

260

dirigeants locaux

ont démontré leur engagement à protéger les droits des femmes

630

personnes

ont reçu une éducation civique

Ci-dessous : Les participants au projet Kagalo collaborent lors d'une session de planification.



1,926

dirigeants des secteurs privé et public

formés pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par le biais de leurs institutions et organisations



TIMOR-LESTE

Activité de Plaidoyer des ONG pour la bonne gouvernance de USAID/Timor- Leste

Après avoir accédé à l'indépendance il y a un peu plus de 20 ans, le Timor Leste est l'un des pays les plus récents du monde et s'efforce de construire sa démocratie. **L'Activité de plaidoyer des ONG pour la bonne gouvernance de USAID/Timor Leste** de Counterpart soutient ces efforts en donnant aux organisations locales les moyens d'assurer leur rôle en tant qu'acteurs essentiels de la gouvernance démocratique.

En 2023, les neuf ONG partenaires de l'activité ont continué à se développer, car nous les avons aidées à cultiver leur capacité à défendre leurs concitoyens par le biais d'un plaidoyer fondé sur des données probantes. Les partenaires ont suivi un programme intensif de formation et d'ateliers portant sur la recherche et l'analyse secondaires, le leadership à tous les niveaux, les préjugés inconscients et le mentorat sur la théorie du changement.

Ces possibilités d'apprentissage partagé ont permis de renforcer les capacités techniques de

nos partenaires, de consolider leur gouvernance et leur gestion internes et de leur donner confiance, ce qui en fait des collaborateurs précieux pour les législateurs et des partenaires attrayants pour les bailleurs de fonds.

La participation des femmes aux interventions est essentielle à la réussite du projet. Norberta Soares, par exemple, dirige le réseau de réhabilitation communautaire du Timor Oriental (Community-Based Rehabilitation Network Timor-Leste/CBRN-TL), l'une des neuf ONG partenaires de l'activité. CBRN-TL se concentre sur la création d'une société inclusive, en particulier pour les femmes et les enfants en situation d'handicap. En appliquant les compétences acquises dans le cadre du programme de formation de l'activité, l'organisation a mené en 2023 une recherche primaire sur l'accessibilité des personnes handicapées aux établissements de santé et a présenté ses conclusions et recommandations au ministère de la santé, établissant ainsi une

602

citoyens

activement engagés
dans l'identification et la
conception des
questions de plaidoyer

24

boursiers

ont participé à une
formation en milieu
de travail avec des
ONG partenaires

24

engagements

entre les ONG partenaires
et les décideurs
politiques au
niveau national

relation de confiance et un accord formel pour la poursuite de la collaboration. Le groupe a également créé 24 groupes d'entraide dans différentes municipalités, afin de soutenir ses membres et de servir de centres pour la poursuite de l'activisme.

Les programmes de bourses inclusifs, que certaines ONG partenaires ont développés avec le soutien de l'activité, fournissent une formation en milieu de travail afin d'améliorer les compétences, l'expérience et les connaissances des femmes, des jeunes et des personnes issues de groupes marginalisés. Les programmes ont soutenus 24 boursiers, dont 13 femmes, en 2023. Cette formation en milieu de travail renforce les compétences techniques en matière de suivi et d'évaluation, de recherche et de plaidoyer et a permis aux boursiers d'obtenir des postes permanents au sein des organisations hôtes, ce qui présente des avantages à la fois pour les ONG partenaires et pour les boursiers.

Notre engagement à promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale (Gender Equality and Social Inclusion/GESI) est également évident dans la collaboration continue du projet avec les points focaux GESI et les responsables des ressources humaines des ONG partenaires. Les visites mensuelles de suivi et le mentorat continu soulignent l'engagement de Counterpart à renforcer les capacités d'intégration de GESI au sein des organisations, en garantissant des pratiques de ressources humaines inclusives. En s'attaquant aux préjugés inconscients et aux stéréotypes par le biais d'une formation sur mesure, le projet favorise un environnement plus inclusif.

Nos efforts métamorphosent les ONG partenaires en défenseurs dynamiques, créant un effet d'entraînement pour le changement positif au sein des communautés et les positionnant comme des acteurs clés de la gouvernance démocratique.

La formation nous a fourni des approches pratiques pour intégrer l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans nos programmes et initiatives. Elle a renforcé l'engagement de notre organisation à défendre ces principes et a garanti que notre travail profite réellement à tous les membres de notre société.

*Lourenco Tito Ximenes Lopes,
responsable du programme du Forum des
ONG du Timor- Leste (FONGTIL)*



MAURITANIE

Nafooore

Notre projet **Nafooore**, financé par l'USAID, est un programme de prévention de l'extrémisme violent fondé sur le développement positif des jeunes. Dirigé par Mercy Corps et mis en œuvre avec Ecodev, partenaire du consortium, le projet collabore avec des organisations locales de la société civile afin d'accroître la capacité des jeunes Mauritaniens à résister à la radicalisation et au recrutement par des organisations extrémistes violentes, qui profitent d'une gouvernance faible, d'un climat social fragile et d'une jeunesse mécontente.

En 2023, le programme a mis en place son premier pôle jeunesse, où une cohorte de jeunes hommes et femmes participent à une série de sessions de formation pendant quatre mois. Ces centres sont des espaces sûrs qui permettent aux participants d'exprimer librement leurs idées tout en développant des aptitudes à la vie quotidienne telles que le leadership et la résolution des conflits.

Le programme est en passe de mettre en place un total de huit pôles dans différentes régions de la Mauritanie, en vue de former plusieurs centaines de jeunes et de soutenir un réseau de 24 organisations de la société civile axées sur la jeunesse.

Nafooore a élargi son champ d'action pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à d'autres chocs critiques liés à l'impact de la

guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les marchés et les chaînes d'approvisionnement. Nous avons organisé 12 repas communautaires qui ont servi 979 participants en 2023. Ces repas promeuvent les valeurs de solidarité, de communauté et de cohésion sociale tout en contribuant à alléger les charges pesant sur les ménages. Elles permettent aussi d'économiser des ressources dans le contexte de l'inflation mondiale.

Nous avons également organisé la distribution de kits alimentaires, composés de riz, de sucre, de pâtes et d'huile de cuisine, à 500 ménages vulnérables. Cette initiative a ainsi été bénéfique à près de 4 000 personnes pendant la période creuse à Nouakchott, au Trarza, au Hodh el Chargui et au Hodh el Gharbi.

Malgré un cadre institutionnel solide et la volonté de faire progresser l'égalité des sexes, l'oppression patriarcale, combinée aux contraintes socio-économiques du pays, freine l'avancée des femmes et les filles dans la société mauritanienne. Notre travail encourage la participation civique des femmes et des filles, et nos repas communautaires et nos activités de distribution de nourriture ciblent principalement les femmes et les ménages dirigés par des femmes.

979
personnes
ont bénéficié
de 12 repas
communautaires

500
kits
alimentaires
distribués au
profit de 3 741
personnes

“

Les femmes ont le pouvoir de donner un coup de fouet à l'économie mondiale en pleine difficulté. Pourtant, partout dans le monde, des lois et des pratiques discriminatoires empêchent les femmes de travailler ou de créer des entreprises au même titre que les hommes. Comblar cet écart pourrait augmenter le produit intérieur brut mondial de plus de 20 %, ce qui reviendrait à doubler le taux de croissance mondial au cours de la prochaine décennie.

Rapport 2024 de la Banque mondiale sur l'écart mondial entre les hommes et les femmes





La confiance que j'ai acquise [grâce à GWIM] m'a permis de savoir que je pouvais parler en public en tant que leader fort pour aider mon équipe et mes collègues.

Nahid Yousry, leader philanthropique, Égypte

40

réfugiées

**formées aux soins
personnels et à**

l'acquisition de compétences

10

femmes

**ayant participé à
notre programme**

de mentorat

100

réfugiées

**ayant bénéficié de
conseils en matière**

de santé mentale

Les femmes du monde dans le domaine de la gestion (Global Women In Management)

Le domaine d'intervention de Counterpart sur l'autonomisation des femmes a affiché des progrès significatifs quant à nos efforts pour favoriser une plus grande représentation des femmes à des postes de direction dans différents secteurs dans des pays du monde entier.

Favorisant l'épanouissement personnel et professionnel des participants, nos programmes et nos sessions de formation couvrent un large éventail de sujets, notamment l'esprit d'entreprise, le leadership et les compétences essentielles à la réussite.

Notre projet, Global Women In Management (Les femmes du monde dans le domaine de la gestion), parrainé par la Fondation ExxonMobil, est un investissement global dans l'épanouissement personnel et professionnel des femmes. En 2023, nous avons réuni 17 femmes leaders accomplies issues de 14 pays pour un programme de deux semaines à Washington, DC, axé sur le genre et l'inclusion sociale, le leadership personnel, la conception de projets, la gestion financière et la durabilité. Les déléguées ont rencontré des chefs d'entreprise, des universitaires et des acteurs de la société civile, y compris des membres du Caucus noir du Congrès.

Des résultats tangibles sont également apparus lorsque les participants à nos offres de formation à l'autonomisation ont fait état d'une meilleure compréhension des processus commerciaux

essentiels et de la capacité à mettre en œuvre des idées commerciales novatrices en utilisant le schéma de modèle d'affaires.

Nos sessions de formation ont permis aux femmes d'acquérir des compétences précieuses et de gagner en confiance, ce qui leur permet de relever les défis et de contribuer de manière significative à leurs communautés et à leurs organisations.

Nous avons également continué à servir les femmes ukrainiennes réfugiées en Roumanie, en leur apportant notre soutien par le biais de notre programme d'autogestion du bien-être et de développement des compétences. Cette initiative permet d'acquérir des compétences, d'améliorer la santé mentale, de favoriser la résilience et de préparer les participantes au marché du travail. En 2023, nous avons formé près de 40 femmes aux techniques d'autogestion du bien-être et de conseil en matière de santé mentale, et près de 100 réfugiées ont bénéficié de conseils supplémentaires. Nous avons également organisé deux salons de l'emploi, afin de mettre les femmes en contact avec des possibilités d'emploi.

Tous les participants à nos programmes rejoignent un réseau croissant d'anciens élèves qui se rendent disponibles pour poursuivre leur développement personnel et qui s'engagent à aider les autres par le biais du mentorat et du soutien par les pairs.



60+

anciennes

élèves ayant participé à
des événements régionaux
de mise en réseau

17

femmes

ayant reçu une
formation en gestion
et en leadership, en
promotion économique,
en encadrement ou en
intégration sociale
et de genre

Unification des voix contre l'apartheid sexiste

Au cours des deux dernières années, les talibans ont publié des dizaines d'édits discriminatoires à l'égard des femmes. Alors que les droits des femmes sont érodés et que les femmes sont de plus en plus invisibles dans la société afghane, un groupe de militantes afghanes s'est réuni à Washington pour aborder cette question. Counterpart participe activement à leurs discussions, qui se sont concentrées sur plusieurs questions, dont l'apartheid sexiste.

En droit international, l'apartheid est défini comme un système de ségrégation raciale légalisée provenant d'Afrique du Sud. Toutefois, les experts internationaux, les parties prenantes et les activistes s'accordent de plus en plus à dire que ce concept peut également s'appliquer au genre dans des pays tels que l'Afghanistan, où les femmes font l'objet d'une discrimination systémique.

Counterpart, en partenariat avec d'autres organisations, a réuni des dirigeantes afghanes et des défenseurs des droits de la femme pour étudier l'inclusion de l'apartheid sexiste dans les cadres juridiques internationaux.

Sous le titre « Unifying our Voices » (Unification de nos voix), cette série de rencontres vise à aider les femmes afghanes dirigeantes et militantes à défendre collectivement les droits des femmes en Afghanistan. Des participantes en provenance des États-Unis, du Canada, d'Europe et d'Afghanistan se sont jointes aux discussions.

En mars 2023, lors de la première réunion du groupe, la Dre Habiba Sarabi, ancienne négociatrice de paix afghane et militante des droits de la femme, Jamille Bigio, coordinatrice principale pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'USAID, et Rina Amiri, envoyée spéciale des États-Unis pour les femmes, les filles et les droits de l'homme en Afghanistan, ont prononcé des allocutions. Counterpart reste solidaire des militantes afghanes qui luttent sans relâche pour le rétablissement des droits des femmes et des filles dans le pays.

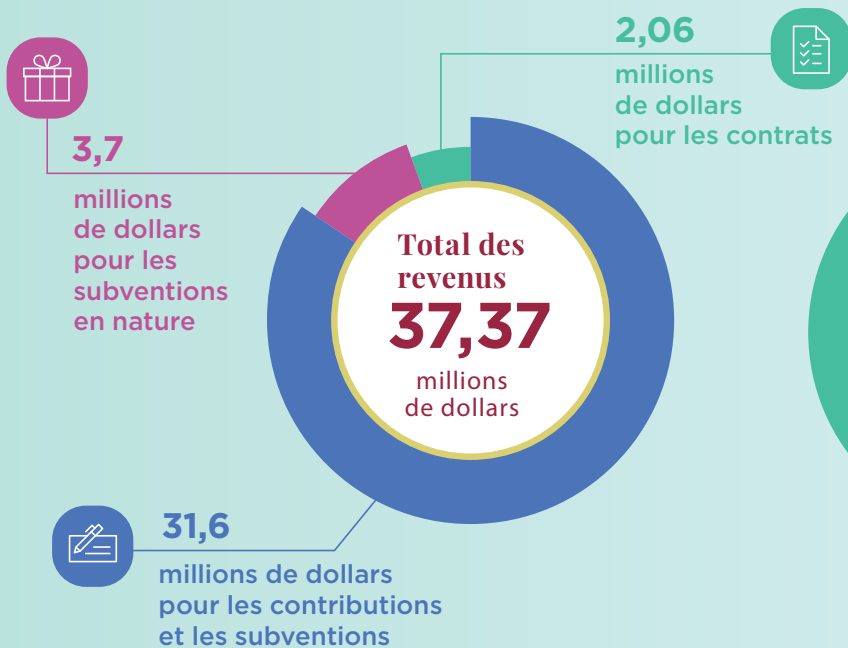
À gauche : Les participantes au projet GWIM ont créé une fresque murale représentant les drapeaux de leurs pays peints sur des colombes et les mots « Unifying our Voices » (s'élever ensemble) dans leur langue maternelle, en collaboration avec des artistes engagés par Counterpart.



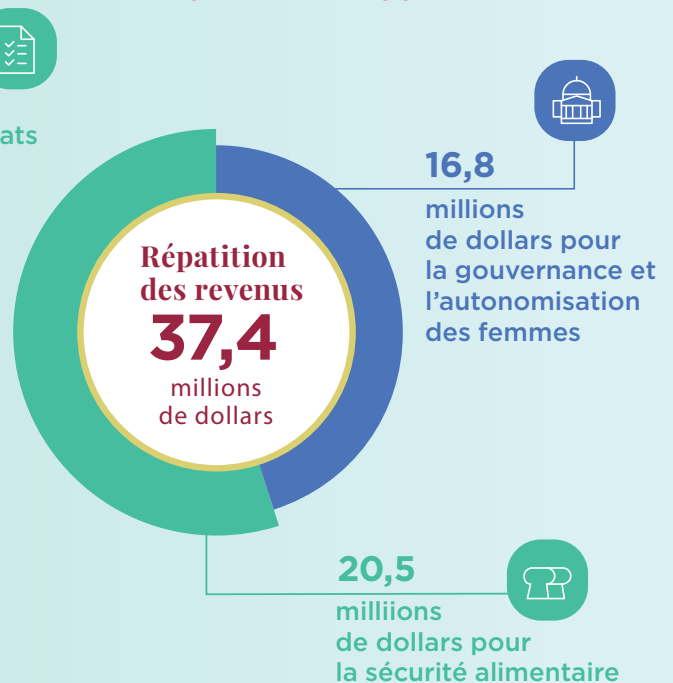


Revue financière

TOTAL DES SOURCES DE REVENUS



FINANCEMENT PAR DOMAINE DE PROGRAMME



Message de la présidente du conseil d'administration

Dans un monde marqué par la guerre, la famine et le recul de la démocratie, il est important que les gens trouvent de l'espoir pour leur avenir et du soutien dans leur lutte. C'est pourquoi siéger au conseil d'administration de Counterpart International est un véritable honneur. Je sais que le travail que nous accomplissons fait une différence durable dans les vies que nous touchons dans le monde entier.

L'approche de Counterpart pour faciliter un changement significatif à travers nos programmes est ancrée dans des partenariats de confiance, une collaboration solide et un engagement sans faille en faveur de l'inclusion. En 2023, j'ai pu constater de visu l'impact de nos efforts alors que l'organisation continuait à se développer pour répondre aux besoins d'un monde en constante évolution.

Comme le montre ce rapport, nous avons servi plus de 36 millions de repas à des enfants affamés l'année dernière, soutenu plus d'un millier de femmes enceintes par des visites à domicile et favorisé l'amélioration de la santé et de l'hygiène grâce à des protocoles WASH et à la distribution de médicaments vermifuges essentiels. Nous avons formé plus de 5 000 femmes cuisinières pour soutenir des systèmes alimentaires solides, nous avons offert des bourses à des étudiants pour qu'ils poursuivent leur éducation environnementale et nous avons aidé les femmes à faire entendre leur voix dans des sociétés civiles en plein essor.

Notre dévouement pour mettre l'accent sur les femmes et les autres groupes marginalisés dans notre travail s'avère fructueuse année après année. En effet, nous avons engagé une vice-présidente et une directrice pour notre domaine d'activité relatif à l'autonomisation des femmes afin de guider notre travail à l'avenir.

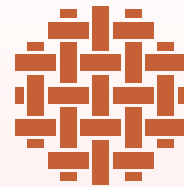


Je tiens à exprimer ma gratitude au personnel de Counterpart et à souhaiter la bienvenue à ceux qui ont rejoint notre équipe cette année. Rien de tout cela ne serait possible sans leur engagement impressionnant à changer le monde grâce à un ensemble de compétences incroyables et à un cœur ouvert. Félicitations pour ce travail bien fait.

Mary Karen Wills

Présidente du conseil d'administration

COUNTERPART
INTERNATIONAL



1919 Pennsylvania Avenue NW
Suite 425

Washington, DC 20006 USA

Phone: +1.571.477.5700

communications@counterpart.org

